

Association La Sonnante

STATUTS

TITRE I : ASSOCIATION LA SONNANTE

Chapitre I : Constitution, Objectifs, Modalités de mise en œuvre, Siège social

ARTICLE 1 - CONSTITUTION

Il est fondé entre les adhérents aux présents statuts une Association régie par la loi du 1er juillet 1901 et le décret du 16 août 1901, déclarée à la Sous-Préfecture de Dieppe ayant pour titre « LA SONNANTE ». Celle-ci est affiliée à la Fédération Santé Mentale France. L'Association s'inscrit en outre dans les dispositions de l'article 93 de la Loi 2002-303 du 4 Mars 2002.

ARTICLE 2 - OBJECTIFS

Cette Association a pour but :

1/ D'exercer la protection et l'entraide psychologique et sociale en faveur des personnes en situation de handicap psychique en particulier dans les secteurs de DIEPPE et sa région ;

2/ D'agir en faveur de la déstigmatisation du public concerné ;

3/ De mettre en œuvre une démarche thérapeutique préalablement définie dans le cadre d'une Association, à visée de soins, de prévention, de réadaptation et de réhabilitation des patients régie par les dispositions de la loi du 1^{er} juillet 1901 ;

Le médecin responsable de la démarche de soins doit rester le garant de la bonne exécution de celle-ci au sein de l'Association

Dans le cadre de ces objectifs, une convention est signée entre l'établissement et l'Association. Elle précise les modalités de mise à disposition par l'établissement d'équipements, de moyens matériels et financiers et les conditions de leur utilisation par l'Association. L'Association rend annuellement compte par écrit à l'établissement de sa gestion et de l'utilisation des moyens mis à disposition.

ARTICLE 3 – MODALITE DE MISE EN OEUVRE

L'action de l'Association se traduit notamment par :

- 1/ L'accès au logement.
- 2/ Des prêts d'argent.
- 3/ La vente d'œuvres d'arthérapie.
- 4/ La mise en œuvre de cautions.

ARTICLE 4 – SIEGE SOCIAL

L'Association La Sonnante est fondée pour une durée illimitée.
Son siège social est actuellement fixé au :

**Centre Hospitalier de Dieppe
1^{er} étage Bâtiment Simone Veil
Avenue Pasteur
76200 DIEPPE**

Il pourra être transféré par simple décision du Conseil d'Administration qui a le pouvoir de modifier les statuts sur ce point.

TITRE II : ADMINISTRATION DE L'ASSOCIATION

Chapitre I – Les membres de l'Association

ARTICLE 5 – COMPOSITION

L'Association est ouverte aux professionnels de santé du Centre Hospitalier de Dieppe en exercice ou retraités, aux patients ayant eu recours à l'Association et à toute personne morale et/ou physique extérieure ayant un intérêt au regard de l'objectif de l'Association.

L'Association se compose :

- Membres actifs

Les membres de l'Association participent régulièrement aux activités et contribuent donc activement à la réalisation des objectifs. Ils sont dispensés du paiement d'une cotisation du fait de leur investissement, toutefois, un apport financier sous forme d'un don sera apprécié par l'Association.

- Membres donateurs

Toutes personnes susceptibles d'apporter leur appui et leur encouragement sous forme d'un concours financier (dons, subventions, ...).

- Membres passifs

Les membres de l'Association qui s'acquittent uniquement d'une cotisation annuelle. Ils ont le droit de participer avec voix délibérative aux Assemblées Générales. Les patients ayant eu recours à l'Association sont nommés membres passifs.

- Invités permanents

Dans le cadre de ses objectifs, la qualité d'invité permanent est accordée par vote sur proposition du Président ou du tiers des membres du Conseil d'Administration.

- Le Directeur du Centre Hospitalier de Dieppe ou son représentant
- Le Médecin Chef de Pôle – du Pôle de psychiatrie du Centre Hospitalier de Dieppe – ou son représentant

Les Invités permanents peuvent être présents dans toutes les instances de l'Association à titre consultatif.

Ils sont dispensés du paiement d'une cotisation, toutefois, un apport financier sous forme d'un don sera apprécié par l'Association.

ARTICLE 6 – ADMISSION DES MEMBRES

La qualité de membre de l'Association s'acquiert par demande écrite au Conseil d'Administration qui s'assure que l'aspirant correspond aux critères définis par les statuts (cf Article 5). Il procède alors au vote à la majorité relative, pour l'entrée au sein de l'Association en tant que membre.

Chapitre II – Le Conseil d'Administration

ARTICLE 7 – COMPOSITION

Le Conseil d'Administration est composé de sept sièges dont au moins cinq sont réservés aux professionnels de santé du Centre Hospitalier de Dieppe. Le reste des sièges vacant peut être proposé auprès des partenaires ou personnes ayant un intérêt pour l'objet de l'Association.

ARTICLE 8 – ELECTIONS

Les membres du Conseil d'Administration sont élus par l'Assemblée Générale. Ils sont élus parmi les membres de l'Association à une majorité absolue des suffrages (50% +1) au premier tour. Si cette proportion n'est pas atteinte alors ils sont élus à une majorité relative lors d'un second tour.

ARTICLE 9 - MANDAT ET RENOUELEMENT

Le mandat est de trois ans et renouvelable sans limite de temps.

ARTICLE 10 - VACANCE D'UN SIEGE

En cas de vacance d'un siège en cours de mandat, celui-ci est pourvu par l'Assemblée Générale suivante et le remplaçant conserve la durée restante du mandat de son prédécesseur.

ARTICLE 11 - CONVOCATION

La réunion du Conseil d'Administration est organisée au moins quatre fois par an, sur convocation écrite et/ou par mail du Président huit jours au moins avant la séance. L'ordre du jour y est joint. Une réunion extraordinaire du Conseil d'Administration est obligatoire quand elle est demandée par le quart de ses membres.

ARTICLE 12 - DECISIONS

Le Conseil d'Administration ne délibère valablement que si le tiers au moins de ses membres est présent ou représenté. Tous les membres du Conseil d'Administration ont une voix délibérative. Le Conseil d'Administration prend ses décisions à la majorité des membres présents, la voix du Président étant prépondérante en cas de partage.

Il est tenu une feuille de présence qui est signée par chaque membre présent et certifiée conforme par le Bureau de l'Association.

Si le quorum n'est pas atteint, un deuxième Conseil d'Administration est convoqué dans les quinze jours qui suivent la première réunion initialement prévue. Dans ce cas, elle délibère valablement quel que soit le nombre présents ou représentants.

Il est établi un procès-verbal des séances signé par le Président et le Secrétaire.

ARTICLE 13 : RETRIBUTION

Les membres du Conseil d'Administration ne peuvent recevoir aucune rétribution en raison des fonctions qui leur sont confiées.

ARTICLE 14 : REMBOURSEMENT DE FRAIS

Des remboursements de frais de déplacement, de séjour, de mission pourront être remboursés conformément aux dispositions arrêtées par le Conseil d'Administration. Ils doivent faire l'objet d'une autorisation préalable sur décision du Bureau validé par le Conseil d'Administration avec la présence de justificatifs.

ARTICLE 15 - ATTRIBUTION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le Conseil d'Administration dispose pour l'administration et la gestion de l'Association de tous les moyens utiles et nécessaires pour appliquer les décisions et orientations prises en Assemblée Générale. Il peut lors de ses prises de décision, demander l'expertise de toute personne qu'il juge nécessaire pour le sujet traité en séance. Cette personne est présente à titre consultatif uniquement.

Le Conseil d'Administration est présidé par un de ses membres élus au préalable à la majorité relative.

Le Conseil d'Administration désigne parallèlement un Vice-président.

Chapitre III – Composition, élection et rôle du Bureau.

ARTICLE 16 – COMPOSITION DU BUREAU

Le Bureau est constitué au sein du Conseil d'Administration parmi les membres élus, il comprend 6 membres :

- Un Président et un Vice-président.
- Un Secrétaire et un Secrétaire adjoint.
- Un Trésorier et un Trésorier adjoint.

La présence du Médecin Chef du Pôle de psychiatrie du Centre Hospitalier de Dieppe ou son représentant peut être demandée pour un avis consultatif lors des séances.

ARTICLE 17 – MANDAT ET MISSIONS

Le Bureau est élu à la majorité relative pour une durée de deux ans au cours de la première réunion du Conseil d'Administration qui suit l'Assemblée Générale annuelle. Le Bureau applique les décisions du Conseil d'Administration, prépare et organise les réunions de ce dit Conseil. Le Bureau prend les décisions nécessaires à la gestion quotidienne de l'Association.

ARTICLE 18 – ROLE DU PRESIDENT

Le Président représente l'Association en justice dans tous les actes de la vie civile. Il veille à la régularité du fonctionnement de l'Association, conformément aux statuts.

Il engage les dépenses.

Il convoque les réunions de Bureau, des Conseils d'Administration et des Assemblées Générales. C'est lui, qui supervise la conduite des activités de l'Association. Il est le coordinateur de l'Association, celui qui anime les réunions, signe les invitations et les convocations.

Le Président est le garant des orientations de l'Association définies par l'Assemblée Générale. Il est appelé à rendre compte de l'exécution de ces orientations devant l'Assemblée Générale (rapport moral annuel). Il présente également le rapport d'activités de l'année écoulée et des projets à venir.

Le Président est l'image de l'Association auprès des partenaires associatifs, institutionnels et privés.

Il a la possibilité de déléguer à un autre membre du Bureau des pouvoirs qui lui sont confiés.

Le Président est suppléé en cas d'empêchement avec les mêmes pouvoirs dans ses fonctions par le Vice-président désigné.

ARTICLE 19 – ROLE DU SECRETAIRE

Le Secrétaire tient la correspondance de l'Association avec l'ouverture des courriers. Il fait le lien avec le Trésorier pour engager les dépenses de l'Association.

Le Secrétaire est responsable des convocations demandées par le Président, le Bureau ou le Conseil d'Administration. Il est responsable de la rédaction des procès-verbaux, de la conservation des archives ainsi que de la tenue du fichier des adhérents.

Il assure le secrétariat de l'Assemblée Générale.

Le Secrétaire est suppléé en cas d'empêchement avec les mêmes pouvoirs dans ses fonctions par le Secrétaire-adjoint.

ARTICLE 20 – ROLE DU TRESORIER

Le Trésorier est le gestionnaire responsable des fonds de l'Association.

Il est le garant comptable de l'Association en assurant la tenue des livres des opérations (dépenses et recettes) en se faisant assister par le cabinet comptable.

Il effectue les opérations de dépenses (remboursement de frais, règlement de factures...) et se préoccupe des rentrées financières (cotisations, subventions...).

Il assure la relation entre l'Association et la banque.

Il présente périodiquement au Bureau et/ou au Conseil d'Administration la situation financière.

Il établit le rapport financier annuel pour le soumettre à l'Assemblée Générale.

Le Trésorier établit chaque année le budget prévisionnel et le soumet au Bureau et/ou au Conseil d'Administration puis à l'Assemblée Générale pour adoption définitive.

Le Trésorier est suppléé en cas d'empêchement avec les mêmes pouvoirs dans ses fonctions par le Trésorier-adjoint.

ARTICLE 21 – DEMISSION, EXCLUSION

La qualité de membre se perd par :

- Démission adressée par écrit au Président de l'Association.
- Exclusion prononcée par l'Assemblée Générale pour infraction aux présents statuts ou motifs graves portant préjudice moral ou matériel à l'Association.
- Au décès de la personne.
- Ne répond plus aux critères d'inclusion au sein de l'Association.

Chapitre IV – Assemblée Générale.

ARTICLE 22 – ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

L'Assemblée Générale Ordinaire comprend tous les membres de l'Association à quelque titre qu'ils soient affiliés. Elle se réunit au moins une fois par an sur convocation du Président, envoyée au moins quinze jours avant la date fixée.

Le vote par correspondance n'est pas admis.

L'ordre du jour est arrêté par le Conseil d'Administration à la majorité des membres et doit être joint aux convocations.

Pour délibérer valablement, l'Assemblée Générale doit être composée du quart au moins de l'ensemble des membres actifs, présents ou représentés. Il est également tenu une feuille de présence qui est signée par chaque membre présent et certifiée conforme par le Bureau de l'Assemblée.

Si le quorum n'est pas atteint, une deuxième Assemblée Générale est convoquée dans les quinze jours qui suivent la première réunion initialement prévue. Dans ce cas, elle délibère valablement quel que soit le nombre présents ou représentants.

ARTICLE 23 – ROLE ET ATTRIBUTION DE L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

L'Assemblée Générale délibère sur les rapports lui sont présentés par le Conseil d'Administration.

Le Président préside l'Assemblée Générale, présente le rapport moral et le rapport d'activités de l'exercice écoulé ainsi que les projets d'activités de l'exercice suivant.

Le Trésorier rend compte de la gestion de l'Association et présente le rapport financier de l'exercice écoulé et les projets budgétaire de l'exercice suivant.

L'Assemblée, après avoir délibéré et statué sur les différents rapports, approuve les comptes de l'exercice clos, vote le budget de l'exercice suivant et délibère sur toutes les autres questions figurant à l'ordre du jour.

L'Assemblée Générale fixe le montant de la cotisation annuelle. Il est établi un procès-verbal de chacune de ses réunions.

L'Assemblée Générale ordinaire peut désigner si besoin pour un an un commissaire aux comptes (comptable privé) qui est chargé de la vérification annuelle de la gestion du Trésorier.

Les décisions sont prises à la majorité des membres présents ou représentés. Toutes les délibérations sont prises à main levée.

ARTICLE 24 – ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

Le Président est tenu de convoquer une Assemblée Générale Extraordinaire à la demande d'un tiers au moins des membres du Conseil d'Administration de l'Association.

Elle statue sur les questions qui sont de sa seule compétence, à savoir :

- Les modifications à apporter aux présents statuts.
- La dissolution anticipée de l'Association.

Les délibérations sont prises obligatoirement à la majorité des deux tiers des membres présents ou représentés. Les votes ont lieu à main levée.

L'Assemblée Générale Extraordinaire modificative de statuts doit être convoquée au moins un mois à l'avance et comprendre au moins la moitié plus un des membres de l'Association présents ou représentés.

Si cette proportion n'est pas atteinte, l'Assemblée Générale Extraordinaire est convoquée à nouveau, mais à quinze jours d'intervalle. Elle peut alors délibérer quel que soit le nombre des membres présents.

ARTICLE 25 – ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE DE DISSOLUTION

La dissolution ne peut être décidée que par une Assemblée Générale Extraordinaire convoquée à cet effet par un avis indiquant l'objet de cette réunion.

Les délibérations sont prises obligatoirement à la majorité des deux tiers des membres présents ou représentés. Les votes ont lieu à main levée.

L'Assemblée Générale Extraordinaire de dissolution de statuts doit être convoquée au moins un mois à l'avance et comprendre au moins la moitié plus un des membres de l'Association présents ou représentés.

Si cette proportion n'est pas atteinte, l'Assemblée Générale Extraordinaire est convoquée à nouveau, mais à quinze jours d'intervalle. Elle peut alors délibérer quel que soit le nombre des membres présents.

ARTICLE 26 – DISSOLUTION

En cas de dissolution prononcée par l'Assemblée Générale Extraordinaire convoquée à cet effet, un ou plusieurs liquidateurs sont nommés par celle-ci et l'avoir disponible après liquidation sera dévolu à la Fédération Santé Mentale France qui en disposera selon ses besoins et ceux des autres sociétés affiliées. En cas de renoncement ou refus de la Fédération, l'avoir disponible sera affecté en totalité à des œuvres similaires de Dieppe et sa région.

Chapitre V – Organisation financière.

ARTICLE 27 – RECETTES ET DEPENSES

Les recettes de l'Association comprennent :

- 1°- Les cotisations et contributions de ses membres.
- 2°- Les produits de ses actions.
- 3°- Les subventions éventuelles de l'Etat, des Régions, des Départements, des Communes et des Etablissements publics.
- 4°- Les dons que l'Association est régulièrement autorisée à recevoir.
- 5°- Toute autre ressource ou subvention autorisée par la loi.
- 6°- Du produit des fêtes et manifestations, des intérêts et redevances des biens et valeurs qu'elle pourrait posséder ainsi que des rétributions pour service rendu.

Les dépenses comprennent : tous les frais inhérents au bon fonctionnement de l'Association.

Les dépenses de l'Association sont engagées par le Président et payées par le Trésorier ou par des personnes habilitées dans les conditions prévues aux présents statuts.

ARTICLE 28 – COMPTABILITE

Un commissaire aux comptes (comptable privé) pourra être désigné dans les conditions prévues par la loi par l'Assemblée Générale qui est chargé de la vérification annuelle de la gestion du Trésorier.

L'Assemblée Générale décide du placement pour la création de projets d'activités et du retrait de fonds de l'Association

TITRE III : REGLEMENT INTERIEUR

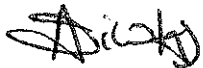
ARTICLE 29 – REGLEMENT INTERIEUR

Le Bureau peut établir un règlement intérieur et le faire approuver par le Conseil d'Administration.

Ce règlement intérieur éventuel est destiné à fixer les divers points non prévus par les présents statuts, notamment ceux qui ont trait au fonctionnement pratique des activités de l'Association.

ARTICLE 30– FORMALITES ADMINISTRATIVES

Le Président du Conseil d'Administration doit accomplir toutes les formalités de déclaration et de publication prévues par la loi du 1^{er} Juillet 1901 et par le décret du 16 Août 1901, tant au moment de la création de l'Association qu'au cours de son existence.

Terol Annette
Secrétaire Adjointe


Fait à Dieppe
Révisés et validés en
Assemblée Générale Extraordinaire
Le 21 Novembre 2017

Thomas Clément
Président
